

TikTok enferme les ados dans une spirale mortifère



Tel est le constat d'Amnesty International, qui publie ce 21 octobre une enquête sur TikTok. Derrière le fil « Pour toi », ce flux personnalisé généré par les algorithmes, l'ONG dénonce un système qui enferme les jeunes dans des contenus de plus en plus sombres.

JULIE HUON

C'est le troisième rapport qu'Amnesty International consacre à TikTok en deux ans. Après *Poussé(e)s vers les ténèbres* (2023), qui documentait l'exposition rapide des jeunes à des contenus suicidaires, et *Je me sens vulnérable* (2023), sur la surveillance intrinsèque de l'application, l'ONG publie ce 21 octobre *Entraîné(e)s dans le « rabbit hole »*. Une nouvelle enquête qui confirme la mécanique : le fil « Pour toi » de TikTok plonge les ados intéressés par la santé mentale dans une spirale de contenus dépressifs, voire suicidaires.

Pour tester ce flux personnalisé – ce « Pour toi » où de courtes vidéos sont recommandées par la plateforme en fonction de l'historique de visionnage –, les chercheurs ont créé trois faux profils d'adolescents de 13 ans (deux filles et un garçon), depuis la France. Les résultats sont édifiants. Dans les quinze à vingt minutes après le début d'une navigation test, leurs fils étaient presque exclusivement composés de vidéos sur la santé mentale, dont jusqu'à la moitié sur des contenus dépressifs. En 45 minutes,

deux profils ont vu apparaître des vidéos exprimant des pensées suicidaires. Au bout de trois à quatre heures, ces comptes ont été exposés à des séquences qui romantisaient le suicide ou délivraient des informations sur des méthodes pour passer à l'acte.

« On rentre dans la vie privée de l'enfant »

« Nos recherches techniques révèlent à quelle vitesse les adolescents et adolescentes qui manifestent un intérêt pour des contenus liés à la santé mentale peuvent être attirés dans une spirale toxique – ou *rabbit hole* », explique Lisa Dittmer, chercheuse sur les droits numériques des enfants et des jeunes à Amnesty International. Selon elle, ce que les expériences montrent d'un point de vue technique se vérifie aussi dans les récits de terrain : « Les témoignages de jeunes et de parents endeuillés recueillis en France révèlent comment TikTok a normalisé et exacerbé le penchant des jeunes en question pour l'automutilation ainsi que leurs idées suicidaires, au point de leur recommander des méthodes de suicide et des défis en ce sens. »

Au-delà de ces expériences de laboratoire, le rapport rassemble en effet des témoignages de jeunes et de parents endeuillés. Comme celui de Stéphanie Mistre, la mère de Marie, une adolescente française de 15 ans suicidée en 2021 : « Pour ces plateformes, nos enfants deviennent des produits et non plus des êtres humains. On utilise nos enfants comme des produits avec un algorithme et une bulle de filtres, en se servant de leurs émotions pour les capter. L'algorithme va capter vos centres d'intérêt, ce qui n'est pas normal. On rentre dans la vie privée de l'enfant. Mais les enfants ont des droits. »

Ou celui de Maëlle, 18 ans, qui a survécu à cette spirale mais en garde des traces profondes : « Il y a des vidéos qui sont encore imprimées dans ma rétine », dit-elle, se souvenant des contenus dépres-

L'ONG accuse TikTok de ne pas respecter les normes européennes en matière de protection des mineurs. © AFP.

sifs et liés à l'automutilation qu'elle a découverts dès 2021. Pendant trois ans, son mal-être psychologique s'est aggravé, l'amenant à s'automutiler tandis qu'elle était littéralement dévorée par ces images. « Voir des gens qui se scarifient en direct, des gens qui disent quoi prendre comme médicaments pour en finir, ça influence et ça t'incite à avoir des comportements délétères. »

Des mesures contraignantes et efficaces

Amnesty insiste : TikTok est soumis depuis 2023 au Règlement européen sur les services numériques (DSA), qui oblige les plateformes à identifier et à réduire les risques systémiques pour les mineurs. Mais l'entreprise ne respecte pas ses obligations. « Cette nouvelle preuve de violations manifestes du DSA par TikTok doit de toute urgence être intégrée à l'enquête actuellement menée par la Commission européenne », avertit Katia Roux, chargée de plaider chez Amnesty France. « Des mesures contraignantes et efficaces doivent être prises pour obliger TikTok à rendre enfin son application sûre pour les jeunes de l'Union européenne et du monde entier. »

Dans ses recommandations, l'ONG demande à TikTok de changer de modèle économique : sortir d'une logique qui maximise l'engagement et exploite les émotions des jeunes pour capter leur attention. Tant que cette architecture restera en place, prévient Amnesty, les adolescents et adolescentes continueront d'être aspirés dans un « terrier de lapin » aux conséquences parfois fatales.

Repères

82 % des jeunes (13-25 ans) estiment passer trop ou beaucoup trop de temps sur les réseaux sociaux (88 % chez les filles). 58 % déclarent être affectés par des contenus dérangeants (malaise, tristesse, baisse d'estime de soi) jusqu'à 75 % chez les filles de 16 à 21 ans. Près d'un jeune sur deux ignore que les vidéos sont personnalisées selon leurs données et

centres d'intérêt. Une méconnaissance qui grimpe à 64 % chez les 13-15 ans : beaucoup ne savent pas que le fil « Pour toi » réagit à leurs émotions... et les recycle. J.H.

Source : sondage Harris Interactive réalisé fin 2024 en France pour Amnesty International, auprès de 1.000 jeunes âgés de 13 à 25 ans (rapport « Entraîné(e)s dans le rabbit hole », 2025).

Feu vert des Etats membres à une interdiction totale du gaz russe dans l'Union européenne fin 2027

Réunis à Luxembourg, les ministres de l'Energie ont validé la fin complète des importations de gaz russe d'ici 2028, une décision stratégique au cœur du plan REPowerEU. Reste à négocier ce calendrier avec le Parlement, qui veut en finir encore plus vite.

BERNARD PADOAN (AVEC AFP)

Après le Parlement européen la semaine dernière, c'était au tour des ministres européens de l'Energie de se pencher sur l'interdiction d'importation de gaz russe. Réunis ce lundi à Luxembourg, ils ont donné leur feu vert à la fin de ces achats d'ici le 1^{er} janvier 2028. Proposée par la Commission au printemps, cette mesure vise à mettre fin à la dépendance aux sources d'énergie russe et assécher un moyen de financement pour la guerre menée par la Russie en Ukraine. Elle s'inscrit dans le plan REPowerEU en réaction à l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Si l'UE est parvenue à réduire drastiquement ses importations de pétrole russe, elle reste à ce jour dépendante envers Moscou pour son approvisionnement en gaz. La proposition de règlement introduit une interdiction progressive et juridiquement contraignante des importations de gaz par gazoduc et de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance de Russie, qui sera totale à compter du 1^{er} janvier 2028. L'accord du Conseil maintient cette date butoir.

Concrètement, les importations de gaz russe seront interdites à compter du 1^{er} janvier 2026 pour les nouveaux contrats, tout en maintenant une période de transition pour les contrats

existants. En particulier, les contrats à court terme conclus avant le 17 juin 2025 pourront se poursuivre jusqu'au 17 juin 2026, tandis que les contrats à long terme pourront courir jusqu'au 1^{er} janvier 2028. « Une Europe indépendante sur le plan énergétique est une Europe plus forte et plus sûre », a commenté le ministre danois de l'Energie, Lars Aagaard, dont le pays détient la présidence tournante du Conseil. Rappelons que dans le cadre du 19^e paquet de sanctions contre Moscou, la Commission européenne propose d'anticiper au 1^{er} janvier 2027 l'interdiction totale d'importation de GNL russe via les ports méthaniers de l'UE.

Un impact direct sur Fluxys

Plusieurs ministres ont souligné lundi la nécessité de protéger les entreprises ayant conclu des contrats à long terme et d'être attentif aux conséquences éventuelles pour le marché de l'énergie. Le ministre belge de l'Energie, Mathieu Bihet (MR), a insisté sur l'importance de prendre « des mesures efficaces pour empêcher toute instrumentalisation future de l'approvisionnement énergétique » et « d'adopter un texte juridiquement solide et conforme au droit international ». L'interdiction d'importation aura un impact direct sur le gestionnaire



Action « Ban Russian gas now ! » (Interdisons le gaz russe dès maintenant !) organisée par l'association Vredesactie près du Parlement fédéral le 22 septembre dernier. © PHOTO NEWS.

des terminaux de Zeebruges et Dunkerque, Fluxys, lié par un contrat à long terme avec la société russe Yamal.

On notera que la Slovaquie et la Hongrie, encore fortement dépendantes des hydrocarbures russes – les deux pays bénéficient d'une dérogation à l'interdiction d'importation de pétrole –, n'ont pas soutenu la proposition. Les ministres de ces pays ont pointé les risques sur l'approvisionnement énergétique.

La mesure doit désormais être négociée avec le Parlement européen avant d'être validée. Mais ce dernier a fait preuve de davantage d'ambition sur le dossier : jeudi, la commission de l'Industrie, de la Recherche et de l'Energie et celle du Commerce international ont voté pour avancer d'un an la date à laquelle l'UE devrait se passer du gaz et du pétrole russes. Selon les eurodéputés, l'importation de pétrole devrait être totalement interdite d'ici le 1^{er} janvier prochain. Un an plus tard, soit d'ici le 1^{er} janvier 2027, les importations de gaz devraient également appartenir au passé.

La présidence danoise espère pouvoir boucler les négociations avant la fin de l'année. Le feu vert définitif du Conseil nécessitera un vote à la majorité qualifiée. La Hongrie et la Slovaquie ne pourront dès lors pas bloquer le dossier.